

Délibération n° 2021-02-10/10

Objet : Annualisation du temps de travail : organisation par secteur d'activités

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU MERCREDI 10 FEVRIER 2021**

L'an deux mille vingt-et-un, le mercredi dix février, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le jeudi 4 février 2021, s'est réuni à 14 h, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillierme, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public, conformément à la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 20

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Françoise BERTOUY - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Patricia NIVESSE - Fabrice IRANZO - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR

Absents représentés : Olivier BOUDET *pouvoir à* Mario Marcou - Colette MORETEAU *pouvoir à* Marc PELLET - Pascale MARCHAL *pouvoir à* Jean-Pierre RICO - Benoît DELTOUR *pouvoir à* Christiane PISTRE - Romain CASAS-MATEU *pouvoir à* Xavier MIRAULT - Laurie BELTRA *pouvoir à* Jean-Pierre RICO - Isabelle GIANIEL *pouvoir à* Véronique CHIREUX - Cathy PROST *pouvoir à* Caroline SAROCHAR.

Absente excusée : Bernadette CONTE-ARRANZ.

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Rapporteur : Madame Françoise Bertouy, adjointe déléguée aux ressources humaines, à l'entreprise, à l'emploi et à la formation professionnelle

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le règlement intérieur du temps de travail de la commune du Pérols approuvé par délibération du Conseil municipal le 19 novembre 2015 ;

Vu l'avis du comité technique en date du 16 septembre 2020 ;

La définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par le Conseil municipal, après avis du comité technique (article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée). Par ailleurs, le travail est organisé selon des périodes de référence appelées cycles de travail (article 4 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 précité).

L'annualisation du temps de travail est une pratique utilisée pour des services alternant des périodes de haute activité et de faible activité.

L'annualisation du temps de travail répond à un double objectif :

- Répartir le temps de travail des agents pendant les périodes de forte activité et le libérer pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité ;
- Maintenir une rémunération identique tout au long de l'année c'est-à-dire y compris pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité.

Ainsi, les heures effectuées au-delà de la durée hebdomadaire de travail de l'agent dont le temps de travail est annualisé pendant les périodes de forte activité seront récupérées par ce dernier pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité.

Le Maire rappelle enfin que pour des raisons d'organisation et de fonctionnement des services, et afin de répondre au mieux aux besoins des usagers, il convient en conséquence de confirmer pour certains services, des cycles de travail annualisés :

- Le pôle Rayonnement territorial (hors le directeur de pôle)
- Le pôle Education Enfance Jeunesse (hors le directeur de pôle)

Pour les directions et services concernés, la transmission, à la Direction des ressources humaines, des plannings individuels prévisionnels et réalisés de travail sur l'année civile ou l'année scolaire (selon le secteur d'activité) est obligatoire.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Autoriser Monsieur le Maire à faire appliquer cette annualisation dans les services concernés.
- Autoriser Monsieur le Maire à signer tout document collectif ou individuel en coordination avec cette procédure.

- ✦ Dire que cette annualisation est annexée au règlement intérieur du temps de travail des agents de la collectivité.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 25 voix (3 abstentions : L. Taton - C. Sarochar – C. Prost).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 10 février 2021
Le Maire
Jean-Pierre RICO

